

Environnement | Naufrage du Grande America : un mois après, où en est-on?



Le pire est derrière nous, si l'on en croit les services de la préfecture. La marée noire redoutée n'a pas eu lieu et l'impact, du moins visuel, est resté faible. « Ca nous aura au moins permis de faire en quelque sorte un exercice grandeur nature, même si on s'en serait bien passé », relativise le président du Département Dominique Bussereau, dont les services techniques ont été mobilisés à l'instar de ceux des communes du littoral dans le cadre de la pré-alerte du plan POLMAR Terre.

Un mois après le naufrage, et alors que l'irisation du fuel au-dessus de la zone d'échouage s'amenuise, les services de l'Etat ont fait le point ce 12 avril avec les élus des collectivités locales, pompiers et service de l'Agence régionale de santé pour décider de la suite à donner. « Aujourd'hui, on doit continuer à s'appuyer sur cette articulation étroite entre tous ces acteurs mais avec un dispositif différent et une communication non plus journalière ou hebdomadaire mais mensuelle », a expliqué le préfet de Charente-Maritime Fabrice Rigoulet-Roze.

« Nous ne sommes plus sur un risque de pollution aux hydrocarbures, notamment grâce aux navires de nettoyage déployés (lire nos éditions précédentes). Il est désormais plutôt sur de potentielles apparitions de boulettes ou de galettes de fuel sur les plages. Nous restons en veille sur ce point », poursuit le représentant de l'Etat. « Depuis le naufrage, nous avons eu sept alertes aux boulettes, qui se sont toutes révélées ne pas appartenir au Grande America mais être du mazout en provenance d'autres navires ayant dégazé au large, ou à un phénomène naturel comme en Gironde », à Hourtin, où des amas marrons de pollen avait été pris pour de la pollution pétrolière.

Si l'Argonaute, un navire de pompage, a été maintenu à la verticale de la zone d'échouage ces quinze derniers jours, les autres se sont dirigés vers La Rochelle où ils débarquent depuis début avril les résidus du fuel pompé et le matériel usagé. Ils ont également ramené les 6 containers flottants repérés peu après le naufrage. « Un seul, à moitié immergé, n'a pas pu être récupéré et à coulé », rapporte le préfet. Les autres, contenant de l'alimentaire et des allumes feu, ont été pris en charge par l'armateur et leur contenu traité comme des déchets. Au large, "les quelques irisations de faible intensité en surface à la verticale de l'épave observées disparaissent sous l'effet du brassage naturel de la mer et ne sont pas récupérables par l'Argonaute. Il a donc été renvoyé vers le port de Brest", apprenait hier soir un communiqué de la préfecture maritime de Brest.

Maintien des survols aériens et boués-balises en mer

Désormais, les moyens vont donc être réduits en mer : seul des survols aériens réguliers continueront d'être effectués. Les balises jetées dans les nappes d'hydrocarbures observées il y a plusieurs semaines sont également toujours en mer. Elles se trouvent aujourd'hui au large de l'Espagne. Les nappes autour se sont visiblement disloquées mais ces bouées restent un bon indicateur des mouvements des fluides.

Concernant une pollution moins visible, relative aux produits chimiques contenus dans les cales du Grande America, les services de l'Etat continuent de minimiser les risques, renvoyant aux déclarations du ministre de l'environnement lors de sa venue à La Rochelle. Pour autant, « on ne sait pas quel est la part de ce qui a brûlé », admet Fabrice Rigoulet-Roze. Sur mise en demeure du préfet maritime à Brest, l'armateur a dépêché fin mars un navire norvégien spécialisé dans l'exploration sous-marine. Equipé d'un robot sous-marin appelé ROV, L'Island Pride a permis une localisation précise de l'épave et d'identifier « des puits résiduels dans les cales qu'ils vont essayer de colmater ». Le préfet soutient que si risque de pollution chimique il y a, « il restera cantonné autour de l'épave ». Des prélèvements d'eau autour de l'épave auraient été effectués autour de l'épave à plusieurs reprises et continueront d'être réalisés. Confié au Cèdre pour analyse, le laboratoire spécialisé en pollutions accidentelles des eaux n'aurait jusqu'à présent rien trouvé d'anormal.

Anne-Lise Durif

Crédit Photo : Marine Nationale

Publié sur aqui.fr le 13/04/2019

[Url de cet article](#)